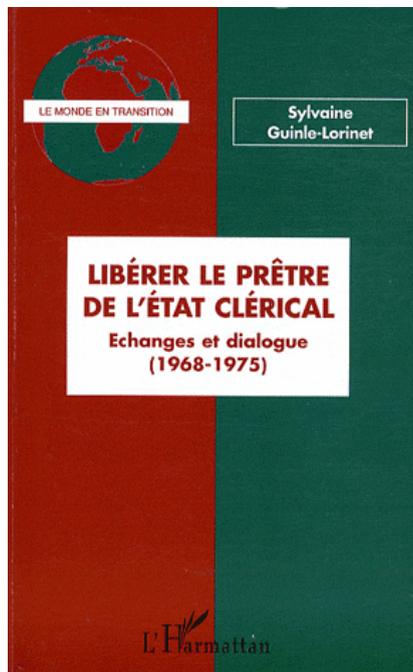


## L'état clérical prend-il de l'âge ?

Des tentatives, pas si anciennes, de libérer l'état clérical sont-elles déjà classées dans le passé ? C'est au rayon de l'Histoire en tout cas, fût-elle immédiate, que l'on trouve un essai sur un des mouvements les plus significatifs du XX<sup>e</sup> siècle. Sylvaine GUINLE-LORINET retrace et analyse<sup>1</sup> le parcours d'*Échanges et Dialogue*, un mouvement très particulier dans l'Église et la société, ambitionnant une révolution : la mort du clerc. Le prêtre doit pouvoir occuper un emploi salarié, s'engager dans la vie politique ou syndicale et se marier s'il le désire ; il doit être l'homme de tous à travers une relation humaine fondée sur le service et non sur la domination autoritaire ; il entend être responsable dans les décisions concrètes de sa vie personnelle. L'historienne intitule d'ailleurs son essai *Libérer le prêtre de l'état clérical*. Ce regard sur cet épisode français (1968-1975) ne nous aiderait-il pas à interroger la situation actuelle et, par exemple, l'action de HLM et de PAVES ?

### Une visée révolutionnaire

Deux courants sont entrés en tension : *deux courants s'opposent, celui des jeunes prêtres, vicaires de paroisse le plus souvent, qui sont sur la voie de l'émancipation par le mariage et l'entrée au travail ; celui des "gauchistes", parfois anciens de la Mission de France, très impliqués dans le combat, qui insistent sur la primauté des luttes politiques et souhaitent un engagement pour le socialisme*. Le mouvement est organisé en comités régionaux, avec leurs particularités : la région Midi-Pyrénées se distingue par l'aide qu'elle apporte aux moines de l'abbaye de Saint-Michel-de-Cuxa en Roussillon menacés d'expulsion, par son appui aux objecteurs de conscience espagnols poursuivis par le régime franquiste. Jean Cardonnel et Marc Oraison ajoutent un commentaire au témoignage publié de onze membres sur leurs itinéraires, *Les conditions d'un choix* (Toulouse, Privat, 1970). La région Ouest élabore le projet de sensibiliser l'ensemble du clergé à l'urgence d'une formation professionnelle, en raison de l'importance du travail dans le processus de "déclergification", de l'effondrement des moyens de subsistance traditionnels du clergé, de la situation matérielle difficile de vieux prêtres.



L'ambition est aussi politique, celle de combattre toutes les formes de dictature et notamment de défendre les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. En 1973, il se désolidarise d'un communiqué du Comité épiscopal : *"Sept jours après les assassinats de trois leaders de la Résistance palestinienne [...], le 10 avril à Beyrouth, l'épiscopat français publie, sur le judaïsme et le sionisme, un texte de près de 3000 mots dans lequel il s'abstient de citer une seule fois les Palestiniens. (...) Au lieu de critiquer sa propre histoire face aux juifs et au judaïsme, notamment dans les années 40, il bénit ici l'entreprise de type colonial que l'on a baptisé sionisme. Que nombre de juifs, de par le monde, au nom même de leur foi, aient condamné et condamnent le sionisme, l'épiscopat ne craint pas non plus de le passer sous silence. Les évêques ne sont pas toute l'Église. Nous, les 1000 prêtres catholiques français du Mouvement du 3 novembre, Échanges et Dialogue, nous nous désolidarisons entièrement de l'initiative que vient de prendre l'épiscopat de notre pays. Nous proclamons (...) que le peuple palestinien est victime d'une extrême injustice, que sa résistance au sionisme est juste (...)."*

<sup>1</sup> Sylvaine GUINLE-LORINET, *Libérer le prêtre de l'état clérical : Échanges et dialogue (1968-1975)*, Collection Le Monde en transition, Aux éditions L'Harmattan, 2008, 296 pages. Extraits en <http://books.google.be> Agrégée d'histoire, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, l'auteure est secrétaire de la rédaction des Cahiers d'Histoire immédiate. Autre publication, *Le Monde depuis la fin des années 60. Précis d'histoire immédiate*, éditions Armand Colin, 1998.

Le comité fait partie des groupes de chrétiens qui s'élèvent contre l'arrestation de militants portugais, dénoncent plusieurs événements dont le coup d'état au Chili, conformément à cette proposition d'assemblée de 1973 : *"Un collectif de chrétiens critiques est en tout cas un groupe d'hommes qui, comme tel, a le droit et de devoir de manifester sa solidarité et son appui aux peuples et aux classes opprimés, exploités et humiliés. Notamment les peuples des colonies portugaises et des états racistes de l'Afrique australe, le peuple vietnamien, le peuple basque, le peuple catalan, le peuple irlandais, les classes ouvrières et paysannes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie et de l'Europe occidentale elle-même"*.

À Grenoble, à la quatrième et dernière assemblée (1972), l'engagement politique est explicité : *" Nous n'acceptons de vivre notre foi qu'étant en prise directe sur les problèmes des hommes d'aujourd'hui, dans l'esprit de l'évangile"*. On y décide d'écrire une lettre aux chrétiens, appel à créer un mouvement très vaste d'Églises critiques. L'attitude vis-à-vis de l'Europe de l'Est et du monde communiste est plus réservée, indice sans doute du rôle du marxisme comme inspirateur, alors qu'à cette époque l'Occident disposait de beaucoup d'éléments sur le totalitarisme communiste.

À propos du dialogue avec l'épiscopat, l'auteure s'interroge : *Selon eux, les évêques semblent avoir fait preuve de bonne volonté : était-ce vraiment le cas ? Les deux parties cherchaient-elles réellement la rencontre et le dialogue ? N'y a-t-il pas eu, de la part d'Échanges et Dialogue, surenchère pour faire échouer le projet et, de la part de la délégation épiscopale, mise en place de conditions que l'on savait inacceptables pour l'autre partie ?* Un conflit traumatisant pour les deux protagonistes ! Au lendemain d'une rencontre du 22 octobre 1970, le communiqué d'Échanges et Dialogue permet de rendre compte de l'entretien : les représentants du mouvement ont exprimé aux évêques le projet de leur organisation, dénoncé les mesures disciplinaires qui frappent les prêtres au travail, engagés ou mariés, rappelé le problème des droits à la retraite de ceux qui renoncent à leur ministère. Cette question de la retraite des prêtres, surtout celle des prêtres "déclergifiés", sera une préoccupation constante du mouvement.

Il est relevé que la place des femmes se réduit presque à de la figuration, leur présence étant celle d'épouses plutôt que de femmes. *Les signataires d'une motion sur le célibat constatent ainsi que "la clandestinité des situations de vie en couple, qui sont de plus en plus nombreuses, est aliénante, surtout pour les femmes qui les subissent"*. Si l'on fait exception du vocabulaire marxisant (la clandestinité est-elle aliénante ou humiliante pour les femmes?), relève l'auteure, *il est remarquable que des hommes, des clercs, aient pu écrire "surtout pour les femmes ..." La compagne ou l'épouse clandestine du prêtre, qui n'ose pas encore faire de vagues en révélant sa vie affective, partage la condition de la maîtresse de tel ou tel homme marié qui veut éviter le scandale car il n'a jamais eu l'intention de quitter son foyer.* Dénonçant l'inacceptable des situations clandestines, les membres semblent par ailleurs idéaliser la compagne du prêtre, louant le caractère exemplaire du prêtre marié, appréciant la femme qui exerce un véritable ministère, y manifeste sa tendresse et sa maternité, s'associe au service. On la voit au foyer et mère de famille.

## **Un bilan**

Abordant ses conclusions, l'auteure ne se hasarde pas à répondre à la question : *Pourquoi l'institution-Église a-t-elle du mal à accepter en son sein des réformateurs, voire des révolutionnaires, qui veulent la transformer totalement pour la faire perdurer ?* *Champ trop vaste pour le cadre de cette étude...*

Quant au mouvement lui-même, elle en juge ainsi : *Échanges et Dialogues n'a donc pas réussi à faire mourir le clerc, par la liberté dans le travail, dans l'engagement syndical et politique, dans le célibat. Ni à créer l'Église critique de ses rêves, Église Peuple de Dieu telle que l'a présentée le concile Vatican II, mais aussi Église pour les hommes et pour les sociétés en lutte pour sa propre libération... L'histoire qui vient de s'écrire est donc celle d'un échec, dont on peut repérer certaines causes.*

En plus d'un contexte politique où l'on voit s'effondrer les utopies (désillusion tiers-mondiste, rupture de l'Union de la gauche), elle discerne comme causes, *hésitation entre centralisation et décentralisation, néo-cléricalisme, existence de différents courants, faiblesse de la réflexion théologique, désintérêt envers la question de la sexualité, multiplication des objectifs, ambiguïté du combat pour la "déclergification" qui favorise le départ individuel.*

Mais le jugement d'échec est nuancé, sinon rectifié. Ainsi sur la problématique de l'accès aux

ministères, la solution de l'ordination d'hommes mariés se révèle comme *un véritable serpent de mer*, mais les propositions du mouvement ne lui semblent pas très éloignées des propositions actuelles du diaconat<sup>2</sup>. Concernant l'accès au travail salarié et à des engagements syndicaux et politiques, elle observe - mais l'historienne ne porte pas de jugement sur la situation contemporaine - que ne s'y sent plus concerné le jeune clergé qui estime devoir se consacrer à la seule pastorale et se préoccuper d'une grande visibilité, par exemple vestimentaire.

L'affirmation suivante intrigue : *Les problèmes du célibat obligatoire et de l'autorité ne se posent plus vraiment non plus*. Sinon que le second thème est développé en mentionnant l'association de prêtres 'Jonas'<sup>3</sup> qui a repris une attitude d'interpellation de l'institution, jugeant certaines décisions en termes de reculs et de régressions.

Puis le mouvement est situé dans un contexte plus général et coté de manière presque enthousiaste : *son histoire est celle de ces groupes qui, depuis les années soixante, font basculer dans une nouvelle modernité, font passer de la société du destin à la société de l'individu. Son histoire est celle d'un bonheur, d'une renaissance, qui transparait dans les récits de clercs "déclergifiés", pères de famille, engagés, bien dans leur peau*.

Et de citer J.-M. HURET<sup>4</sup>, prêtre-ouvrier insoumis : *"Ces mesures disciplinaires infligées m'aident à comprendre que l'état de rupture dans lequel nous nous trouvons avec l'Église n'est pas seulement la conséquence d'un acte individuel de désobéissance, mais l'expression d'une rupture fondamentale entre deux cultures, entre deux mondes. Nous devons vivre dans le temps de notre conscience individuelle cet événement historique, culturel et spirituel. Et pourtant, cette rupture que nous n'avons pas voulue mais qui s'est imposée comme un fait, vue avec recul, a été, pour ceux qui ont pu la supporter, un événement 'fondamental', et libérateur, une rupture 'fondatrice' ! Nous nous sommes trouvés comme en exil, en état de risque, buvant toujours à la source de l'évangile, mais en rupture avec son expression institutionnelle. Nous n'avons plus de mission, c'est mieux ainsi. Nous sommes plus disponibles pour comprendre et recevoir. C'est plus difficile aussi. Retrouver le sens de notre engagement sacerdotal dans le dépouillement de cette rupture obligée"*.

En quatrième page de couverture, l'éditeur situe le mouvement Échanges et Dialogue comme *un organe de transition dans une Église et une société elles-mêmes en pleine mutation. Par ses emprunts au marxisme, par ses stratégies, il s'inscrit dans la ligne communiste. Par ses pratiques, il appartient bien au monde soixante-huitard. Mais, par son fonctionnement en réseaux, par son internationalisme et son ouverture sur la société civile, Échanges et Dialogue n'annonce-t-il pas les mouvements altermondialistes d'aujourd'hui ?*

Et nous ajouterions : par ses ambitions, ne résonne-t-il pas encore dans nos projets ?

Jean-Marie CULOT, in *Hors-les-Murs* n° 116, juin 2009

---

<sup>2</sup> En France, le nombre de diacres a mis onze ans (1969-1980) à atteindre la centaine, il est aujourd'hui de plus de deux mille.

<sup>3</sup> *Jonas dans Ninive*, groupe de réflexion, est né en 1988, sur l'idée d'Henri Denis, de la protestation contre le protocole d'accord proposé par Rome à Mgr Lefebvre. Des anciens d'Échanges et Dialogue en font partie. Site : <http://www.groupe-jonas.com>

<sup>4</sup> J.-M. HURET, *Prêtre-ouvrier insoumis*, Paris, éditions du Cerf, 1993, 168 p. Du même auteur, *La question perdue*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, 207 p.